

Revue de presse



Mercredi 19 octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Forum algérien de la finance islamique : tenue de la 7ème édition à Alger](#)

La 7ème édition du Forum Algérien de la Finance Islamique (FAFI) se tiendra le 9 novembre à Alger et se penchera sur la situation de ce secteur et ce qu'il présente comme opportunité à l'économie nationale, ont indiqué mardi les organisateurs.



[Applicable aux produits tabagiques : Une nouvelle taxe instituée par la LF2023](#)

Le gisement fiscal qu'elle renferme est susceptible d'augmenter les recettes fiscales de l'État. Elle est instituée dans le projet de loi de finances 2023, une taxe intérieure de consommation (TIC) applicable aux différents produits comme la bière, produits tabagiques, dont la cigarette électronique ainsi que les allumettes et briquets. Elle est composée d'une part fixe et d'un taux proportionnel. La part fixe est assise sur le poids net de tabac contenu dans le produit fini tandis que le taux proportionnel est assis sur le prix de vente hors taxes.



[Impôt sur la fortune : Des enquêtes approfondies seront menées](#)

La nouvelle démarche fiscale s'inscrit dans le sillage de la politique globale du président de la République, visant à faire de l'égalité devant la loi une réalité tangible. Le gouvernement s'apprête à entreprendre des mesures concrètes et des décisions rigoureuses, dans le cadre du projet de loi de finances 2023. Ces mesures concerneront notamment l'impôt sur la fortune. Le gouvernement préconise, à travers ce projet de loi de finances 2023, d'identifier minutieusement les personnes qui entrent dans la classe des «fortunés» pour pouvoir les intégrer dans la sphère des citoyens imposables, dans le cadre de l'impôt sur la fortune.



[Algérie : situation économique rafferme, stabilité politique et reconquête diplomatique](#)

Le géant se réveille

Il va de soi donc que dans un futur immédiat, l'Algérie brillera à l'international. À quelque dix jours du Sommet arabe d'Alger, au lendemain d'une annonce majeure dans l'industrie automobile et quelques semaines après l'organisation des Jeux méditerranéens d'Oran, l'Algérie est comme sur un nuage, pourrait-on dire. Tout lui réussit en somme. Cette embellie sur tous les tableaux n'est, cependant pas le fait du hasard, mais le résultat d'une stratégie mise en place par le chef de l'État qui, fort des 54 engagements contenus dans son programme présidentiel, a réussi une transformation du pays, de sorte que l'Algérie ait pu émerger jusqu'à prétendre à intégrer les Brics.



[Le ton est à l'optimisme](#)

À constater le frémissement économique en Algérie et au vu des bouleversements géostratégiques qui placent notre pays au coeur des grands enjeux internationaux, on conclut aisément que la chance est inouïe pour un redémarrage de la machine de production et de la création de richesses. Les déclarations officielles se multiplient et le ton est résolument à l'optimisme. À ce rythme, on osera, sans rougir, écrire, en parodiant l'Essai sur la Chine d'Alain Peyrefitte, un proche collaborateur du général de Gaulle: quand l'Algérie s'éveillera... À quelque chose malheur est bon.



[Lutte contre la spéculation illicite : «Le pouvoir d'achat, priorité de l'état»](#)

Pour l'expert en géo-économie, Abderrahmane Hadeff, «il est devenu urgent de juguler le phénomène des pénuries et des hausses anarchiques des prix», d'autant que la plupart des produits concernés sont disponibles.



[Explorations pétrolières: L'Algérie occupe la 1ère place au niveau arabe](#)

L'Algérie a occupé la première place au niveau arabe en matière d'explorations pétrolières et gazières durant les premiers mois de l'année 2022, a indiqué l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).



[ACQUIS](#)

Consciente de l'importance majeure que constitue la sécurité alimentaire, l'Algérie a accentué les efforts afin de remédier à sa vulnérabilité en produits agricoles de base, pour réduire la facture alimentaire qui avait atteint un niveau record, avec plus de 11 milliards de dollars en 2014. Il fallait agir de telle manière que la capacité de financement de la ration alimentaire ne dépende pas du marché mondial des hydrocarbures dont les règles de fonctionnement sont entre les mains d'autres forces qui le dominant, et de facteurs exogènes comme la croissance mondiale, la géopolitique de l'énergie ou les conflits, sur lesquels l'Algérie n'a aucune prise. Aujourd'hui, la situation est en train d'évoluer.



[Document – Projet de loi de finances 2023 : Tout ce que vous devez savoir](#)

Le projet de texte dont nous avons obtenu copie, renforce la ligne initialement tracée par le président Teboune, dans le cadre de l'édification de la nouvelle Algérie. L'Etat social y est plus fort et plus présent que jamais. « Conformément à l'état « A » de la présente loi, les recettes, produits et revenus applicables aux dépenses définitives du budget général de l'Etat pour 2023, sont évalués à sept mille neuf cent un milliards neuf cent quinze millions cent dix-huit mille dinars (7.901.915.118.000 DA) », peut-on y lire.



Taux de change : Léger rebond de l'Euro face au dinar

La cotation commerciale de la monnaie nationale, note la Banque d'Algérie sur son site, annonce que le dollar s'échange contre 140.13 et 140.14 dinars pour les cours respectifs d'achat et de vente. Si le billet vert maintient le même rythme, l'Euro enregistre une légère hausse. En effet, dans le cours du 18 octobre ayant une valeur jusqu'au 20 du même mois, l'Euro vaut, respectivement, 137.63 et 138.00 dinars.



Prévisions de recettes fiscales pour 2023 : Salariés et consommateurs à la base !

Ces deux catégories seront les principaux contributeurs au produit de l'impôt l'année prochaine. Le projet de loi de finances pour 2023 dévoile une contribution de plus de 1.437 milliards de dinars des fonctionnaires aux impôts qui seront payés, en Algérie, l'an prochain.



Budget de fonctionnement : a part du lion à la sécurité, l'enseignement, l'emploi et la santé

La dotation accordée au ministère des Finances figure également parmi les plus importantes : 3 140 milliards de dinars, une nouveauté du Projet de loi de finances 2023. Elle inclut la dotation au Trésor public de plus de 900 milliards de dinars, sans doute pour rembourser la dette du Trésor qui, ces dernières années, a considérablement augmenté en raison des déficits de ce dernier, cumulés depuis la chute des prix du pétrole en 2014, ainsi qu'une enveloppe non affectée de 1 926 milliards de dinars.



Impôt sur la fortune : le PLF propose d'ouvrir des enquêtes fiscales en Algérie et à l'étranger

Le gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles décisions concernant l'impôt sur la fortune. Il s'agit d'identifier les personnes assujetties, la valeur de leur patrimoine et le montant des impôts qui leur sont imposés, ainsi que leur situation financière.



Forum algérien de la finance islamique : tenue de la 7ème édition mercredi à Alger

La 7ème édition du Forum Algérien de la Finance Islamique (FAFI) se tiendra demain mercredi à Alger et se penchera sur la situation de ce secteur et ce qu'il présente comme opportunité à l'économie nationale, ont indiqué mardi les organisateurs. Ce forum qui aura pour thème "La finance islamique comme levier de développement en Algérie, un avenir plein d'ambitions", vise à "mieux faire connaître ce segment important de la finance qui suscite un intérêt grandissant en Algérie", expliquent les organisateurs.



Explorations pétrolières : l'Algérie occupe la 1ère place au niveau arabe

L'Algérie a occupé la première place au niveau arabe en matière d'explorations pétrolières et gazières durant les premiers mois de l'année 2022, a indiqué l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP). Dans un rapport publié dans son bulletin mensuel, l'OPAEP a souligné que l'Algérie a enregistré depuis le début de l'année en cours jusqu'au mois d'août dernier, 7 nouvelles découvertes, dont 4 pétrolières et 3 gazières.

[Marché informel des transactions en devise en ligne: Comment l'État veut y mettre fin](#)

Face à la recrudescence des transactions en devise en dehors des circuits formels, le gouvernement propose une solution dans le cadre du projet de loi de finances 2023 pour endiguer ce phénomène qui s'est installé au sein de la société.



[Algérie : la LFC prévoit des recettes en hausse durant 2023, 2024 et 2025](#)

Découvrez dans cette édition la loi de finances complémentaire LFC qui prévoit une hausse des recettes pour les années 2023, 2024 et 2025. Ne ratez rien ce mardi 18 octobre 2022. En effet, l'avant projet de la loi de finances 2023 LFC prévoit une hausse des recettes de l'État pour les années 2023, 2024 et 2025 en Algérie. Le total des recettes devrait passer de 7.841,5 milliards de dinars en 2023 à 8.115,8 en 2024. Puis, ce chiffre devrait atteindre 8.361,8 en 2025.



[ISF : l'Algérie enquête sur ses riches](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, évoque l'instauration d'impôt appliqué spécifiquement sur les plus riches (ISF) dès l'exercice 2023. On vous présente tous les éléments liés à ce sujet, ce mardi 18 octobre 2022.



[Importations : l'APLF 2023 prévoit une augmentation à 4% du taux de la contribution de solidarité](#)

L'Avant-projet de loi des finances (PLF) 2023, qui sera bientôt soumis au débat au Parlement, prévoit dans son chapitre « Dispositions diverses », l'augmentation du taux de la contribution de solidarité applicable aux opérations d'importation de marchandises, mises à la consommation en Algérie de 2% à 4%.



[APLF 2023 : Les opérations d'importation des cartes bancaires exonérées des droits et taxes](#)

A l'article 67, l'Avant-projet de loi des finances (APLF) 2023 prévoit d'exonérer des droits et taxes, les opérations d'importation des cartes bancaires effectuées par les banques agréées par la Banque d'Algérie.

PROGRAMME ALIMENTAIRE
DE L'ONU

L'Algérie classée première en Afrique

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualfi, a signalé, hier, que l'Algérie est classée première en Afrique en matière de sécurité alimentaire. «Elle est classée dans la case bleue dans le dernier classement du programme alimentaire de l'ONU au même titre que les pays développés. Notre pays œuvre à atteindre les Objectifs de développement durable relatifs aux modes de consommation et de production durables et afin d'atténuer l'impact du changement climatique. Des programmes sont mis en place dans ce sens avec l'implication de la société civile», a-t-elle souligné.

■ F. B.

IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE TROIS ANS

Les réserves de l'association Al Aman

La décision du gouvernement d'autoriser l'importation des véhicules de moins de trois ans suscite certaines réserves du côté de l'Association nationale pour la protection des droits des consommateurs, dont le président, Hassan Menouar se dit perplexe quant à l'impact de cette disposition sur le secteur automobile sur le long terme.

Massiva Zehraoui - Alger (Le Soir) - Hassan Menouar qui intervenait hier mardi, au forum du quotidien *Le courrier d'Algérie*, a exprimé sa perplexité sur la décision liée à l'importation des véhicules de moins de trois ans. Selon lui, «choisir de revenir à la politique d'importation des véhicules d'occasion nous amène à dire que les pouvoirs publics ont échoué à asseoir une politique efficace dans la gestion du dossier automobile».

Argumentant ses propos, le président de l'association Al Aman, prévient que cette décision favorisera l'expansion du secteur informel. «Acheter des véhicules de moins de trois ans revient à acheter de la devise forte sur le marché noir, ce qui est interdit par la loi», fait-il remarquer.

Il précise qu'il n'est pas



contre la décision en soi qui est déjà un début, mais il craint que ce procédé encourage l'informel, dans le sens où importer un véhicule impliquera la perte des droits de garanties du service après vente. PIs encore, puisque cette mesure risque d'encourager, selon le même intervenant, la création de cartels dans les grandes villes du nord comme Annaba, Alger ou Oran.

Cette opportunité pourrait être exploitée par des parties exerçant dans le marché informel, ce qui va participer à l'enrichissement illégal sur le dos de l'État et des consommateurs. Autre point soulevé par l'invité du

forum, l'impact de l'annonce de cette décision sur les prix des voitures d'occasion est à peine perceptible sur les prix des voitures proposées dans les marchés d'occasion. «Il n'y a pas eu de baisse des prix, ce qui se passe, c'est que les voitures ne se vendent plus depuis l'annonce du gouvernement.» «Il faut savoir par ailleurs, que simultanément, la devise sur le marché parallèle a augmenté en sachant qu'en Europe, le coût des véhicules de moins de trois ans est en hausse», a-t-il précisé. L'Algérie deviendra par conséquent un marché juteux pour les Européens.

Sur le plan économique, Hassan Menouar souligne que, «le véhicule qui pourrait entrer en Algérie en se conformant au nouveau cahier des charges ne coûtera pas moins de 12 000 euros, pour les marques les plus basiques». Si on inclut les frais de transport, douane et TVA, nous tournerons autour des 350 millions. Il estime dans ce sillage, qu'il est dans ce cas, plus judicieux d'opter pour un véhicule fabriqué ou monté localement. «Un produit algérien même de qualité moindre sera toujours mieux qu'un produit importé», a-t-il conclu.

M. Z.

EXPLORATION PÉTROLIÈRE

L'Algérie occupe la première place au niveau arabe

L'Algérie a occupé la première place au niveau arabe en matière d'explorations pétrolières et gazières durant les premiers mois de l'année 2022, a indiqué l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OPAEP).

Dans un rapport publié dans son bulletin mensuel, l'OPAEP a souligné que l'Algérie a enregistré depuis le début de l'année en cours jusqu'au mois d'août dernier, 7 nouvelles découvertes, dont 4 pétrolières et 3 gazières.

L'Algérie vient en tête du classement, suivie des Émirats arabes unis avec 5 nouvelles découvertes durant la période allant de janvier à août 2022 (3 découvertes pétrolières et 2 gazières), l'Arabie saoudite avec 5 découvertes gazières, l'Égypte avec deux découvertes (1 pétrolière et 1 gazière), et la Syrie avec une découverte gazière, précise la même source.

L'OPAEP a enregistré durant les 8 premiers mois de 2022, un total de 21 découvertes pétrolières et gazières.

Les pays membres de l'OPAEP ont enregistré durant le deuxième trimestre 2022, 8 nouvelles découvertes, dont 4 en Algérie et 4 autres aux Émirats arabes unis.

Il s'agit de la découverte réalisée à Hassi-R'Mel avec un potentiel qui varie entre 100 et 340 milliards de m³ de gaz à condensat, tandis que la deuxième découverte a été réalisée dans deux réservoirs dévoniens à «In Ekker Sud West-1» (IEKSW-1) dans le périmètre de



Photo : AFP

recherche «In Amenas 2». Le test de production a donné lieu à 513 000 m³/jour de gaz et 43 m³/jour de gaz à condensat.

La troisième découverte a été réalisée au puits de Tamzaia-3

(TAMZ-3) sur le périmètre de recherche «Taghit», où une production de gaz a été obtenue lors du test de formation du réservoir siegenien (dévonien inférieur).

La quatrième découverte de

pétrole a été réalisée suite au forage du puits d'exploration «Rhourde Oulad Djemaa Ouest-1» (RODW-1).

Durant le test de production, le puits a donné lieu à 1 300 barils/jour d'huile et 51 000 m³/jour de gaz associé.

L'État des Émirats arabes unis a annoncé 3 découvertes de pétrole. Leurs réserves s'élèvent au total à près de 650 millions de barils.

Le pays a réalisé également une nouvelle découverte de gaz avec un volume de réserves entre 28 et 42 milliards m³ qui viennent s'ajouter à une précédente découverte annoncée en février dernier, dans le cadre du puits d'exploration offshore «XF-002» à Abou Dhabi, selon le rapport d'OPAEP.

APS

تعزيزا لمقاربة عمل تشاركية وتلبية انشغالات المواطنين

اجتماعات دورية للوزراء والولاية مع البرلمانيين

■ تفضيل آليات المتابعة والتنسيق .. وتحسين مردودية الإدارة

■ الالتزام بالاستجابة لمطالب المواطنين الاجتماعية



تكريسا لإرساء مقاربة عمل تشاركية بين السلطتين التنفيذية والتشريعية، تتجه الحكومة نحو تعزيز آليات التشاور وتبادل الآراء حول مختلف الملفات، تسمح بمحاصرة الانشغالات وتيسيد المطالب، لاسيما تلك المتعلقة بجوانب تنمية تخص تحسين الإطار المعيشي للمواطنين.

رضا ملاح

قبل أيام قليلة، أعلن الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، في رده على انشغالات وتساؤلات نواب المجلس الشعبي الوطني في إطار مناقشة بيان السياسة العامة للحكومة، عن تكريس لقاءات دورية لنواب البرلمان معه ومع أعضاء الحكومة وولاية الجمهورية، وذلك تنفيذاً للالتزام رئيس الجمهورية.

الوزير الأول كشف أيضا، عن «تكريس لقاء الوزير الأول مع رؤساء الكتل البرلمانية مرتين في السنة على الأقل كسنة حميدة تسمح لنا بالمشاركة وتبادل الآراء حول مختلف الملفات». وأكد أنه «تنفيذا للالتزام رئيس الجمهورية بإرساء أسس المقاربة التشاركية، فإن الوزراء ملزمون بالرد على النواب في الأجال القانونية، كما أن الولاية ملزمون بمقابلة اجتماع كل شهرين على الأقل مع نواب الولايات وكذلك الحال بالنسبة لأعضاء الحكومة».

تجسيدا لذلك، وجه الوزير الأول تعليمة إلى ولاية الجمهورية، بتاريخ 16 أكتوبر المنقضي، تخص تنظيم لقاءات واجتماعات دورية مع أعضاء مجلس الأمة ونواب المجلس الشعبي الوطني، تشير إلى: «في إطار تنفيذ مخطط عمل الحكومة المنبثق عن برنامج السيد رئيس الجمهورية، تم الشروع في العديد من ورشات الإصلاح، العصرية والتأهيل للمرافق العمومية، والتي يتطلب تجسيدها تعبئة كاملة للموارد المتاحة وتفعيل آليات التشبيط والتنسيق والمتابعة في مرافقة العمل المحلي، وذلك في إطار رؤية ترمي إلى التكفل بالانشغالات المواطنين، وتحسين مردودية الإدارة وبلوغ الأهداف المسطرة».

وتركز التعليمية على مساعي الحكومة الهادفة أساسا إلى تلبية المطالب الأساسية

للمواطنين، وتعزيز الديمقراطية التشاركية وإرساء قواعد الشفافية والحكمة في تسيير الشأن العام، «الالتزام الإدارة المحلية بالاستجابة لمطالبهم التي غالبا ما تكثي طابعا اجتماعيا، تتعلق لاسيما بالإسكان والتشغيل والربط بشبكات التزويد بالغاز والكهرباء والصرف الصحي وتعميد الطرق والنقل، وغيرها من الانشغالات ذات الصلة...»

ونوه المصدر بدور نواب الشعب في نقل انشغالات المواطنين للتكفل بها من قبل الجهات المعنية، «يلعب أعضاء مجلس الأمة ونواب المجلس الشعبي الوطني، بصفتهم ممثلين منتخبين، دورا هاما في تقصي انشغالات وشكاوى المواطنين، من أجل التكفل بها مبكرا من طرف الإدارات والمصالح العمومية المعنية بها».

ويتوجب على الولاية، وفق ما تضمنته التعليمية، «تنظيم لقاءات واجتماعات دورية (كل شهر) مع أعضاء مجلس الأمة ونواب المجلس الشعبي الوطني، بصفتهم منتخبين ممثلين للولايات التي تشرهون عليها، تخصص لرفع انشغالات وشكاوى المواطنين، من أجل اتخاذ الإجراءات الاستباقية للتكفل بها».

كما يجب موافأة مصالح وزارة الداخلية والجماعات المحلية والتهيئة العمرانية ببيانات تتعلق بالانشغالات التي تتم تسويتها من قبل المصالح الولائية، لكي تتكفل بدورها، بتلخيصها، قبل موافاتي بتقرير شهري شامل بشأنها، وفق المصدر.

وبالعودة إلى اللقاء الأخير حكومة- ولاية، حث رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، الولاية على مواصلة التكفل بالانشغالات المواطن لشكريس دولة المساواة. وقال الرئيس تبون، إن الولاية باعتبارهم «الركيزة الأولى للدولة»، مدعوون إلى «رفع العين» على المواطنين والتكفل بالانشغالاتهم، لاسيما بالنسبة للقاطنين بمناطق الظل. وشدد على ضرورة طي ملف مناطق الظل نهائيا مع «نهاية السنة الجارية وبداية السنة المقبلة».

أولوية تحسين الإطار المعيشي للمواطن في السياسات العامة، تتجلى في توجيهات الرئيس تبون إلى الولاية، بحثهم على إيجاد السبل للاستماع إلى انشغالاته، حيث دعاهم إلى حشد كل الجهود لرفع التحديات، سيما إلى الحفاظ على كرامة المواطن والتكفل الأنجع بعاجياته.

التمويل الإسلامي على طاولة الطبعة السابعة للمنتدى الجزائري

وستركز المواضيع التي ستتم مناقشتها، على فرص في الجزائر، تكنولوجيا المعلومات ووسائلها لتوسيع التمويل الإسلامي، التكافل، وهو قطاع لا ينفصل عن الخدمات المصرفية الإسلامية، التنمية الاجتماعية، فرصة وتحد للتمويل الإسلامي وكذلك الجالية الجزائرية في الخارج والتمويل الإسلامي. كما ستكون الفرصة مواتية لتبادل الخبرات وإثراء النقاش حول الفرص التي يقدمها هذا السوق في طور النمو وكذا التباحث في سبل تطوير منتجات جديدة تكون أكثر جاذبية، حسب المنظمين.

وذكر البيان بأن النسخة السادسة من المنتدى شهدت مشاركة أكثر من 5 دول و20 مشاركا بأكثر من 13 موضوعا مختلفا تم مناقشته.

أ. م

ينظم المنتدى الجزائري للتمويل الإسلامي الطبعة السابعة بالجزائر العاصمة، يوم 09 نوفمبر المقبل، بهدف مناقشة وضع هذا القطاع في الجزائر والفرص المتاحة من خلاله للاقتصاد الوطني.

وحسبما أفاد به الثلاثاء بيان للمنظمين، المنتدى الذي يعقد تحت شعار "التمويل الإسلامي رافعة للتنمية في الجزائر مستقبل بطموحات كبيرة"، يهدف إلى "التعريف أكثر بالقطاع المصرفي والذي يجذب اهتماما متزايدا في الجزائر"، حسب نفس المصدر.

كما سيشهد هذا الحدث الذي ينتظره العديد من المهنيين في قطاع المالية، مشاركة رؤساء ومسؤولي المؤسسات المالية الإسلامية ومستثمرين وفاعلين اقتصاديين، بالإضافة إلى العديد من الخبراء في التمويل الإسلامي.

الجزائر تحتضن المنتدى الجزائري للتمويل الإسلامي الشهر المقبل

الحكومة تراهن على الصيرفة الإسلامية لامتصاص الأموال المدخرة

■ مسؤولو المؤسسات المالية في الجزائر يبحثون
سبل تطوير منتجات جديدة "أكثر جاذبية"

تراهن الحكومة على ترقية وتميز الصيرفة الإسلامية لامتصاص الأموال المتداولة خارج القنوات الرسمية، من خلال تفعيل الحملات التحسيسية والتوعوية لجذب الجزائريين أكثر نحو هذه الخدمات الإسلامية والمساهمة بفعالية في التنمية المالية للبلاد ما سينعكس إيجاباً على الاقتصاد الوطني. يعود المنتدى الجزائري للتمويل الإسلامي (FAFI) بنسخته السابعة، والذي سينظم تحت شعار "التمويل الإسلامي رافعة للتنمية في الجزائر، مستقبل بطموحات كبيرة"، بتاريخ التاسع شهر نوفمبر بالجزائر العاصمة، إذ سيخصص هذا الحدث الهام في عالم الصيرفة لمناقشة الوضع في الجزائر والفرص المتاحة للاقتصاد الوطني. وحسب البيان الصادر عن الجهة المنظمة، تسلمت "الفجر" نسخة منه، يهدف المنتدى هذا، إلى التعريف أكثر بهذا القطاع المصرفي، والذي يجذب اهتماماً متزايداً في الجزائر، حيث حققت الدورات الست السابقة من هذا المنتدى، نجاحاً كبيراً بمشاركة أبرز المختصين والخبراء في هذا المجال.

وسيشهد هذا الحدث، الذي ينتظره العديد من المهنيين في قطاع المالية مشاركة رؤساء ومسؤولي المؤسسات

المالية الإسلامية، المستثمرين ومختلف الفاعلين الاقتصاديين بالإضافة إلى العديد من الخبراء في التمويل الإسلامي على سبيل الذكر، السيد حيدر، المدير العام لمصرف السلام، والسيد بن عريبة، المدير العام "للسلامة للتأمينات" والسيد زيان بوزيان الرئيس المدير العام لشركة "الجزائر تكافل"، والسيد مزارى مدير قسم التمويل الإسلامي في "القرض الوطني الشعبي"، بالإضافة إلى خبراء أجانب. وستركز المواضيع التي ستتم مناقشتها، على فرص التمويل الإسلامي في الجزائر، تكنولوجيا المعلومات ووسائلها لتوسيع التمويل الإسلامي، التكافل، وهو قطاع لا ينفصل عن الخدمات المصرفية الإسلامية، التنمية الاجتماعية، فرصة وتحدي للتمويل الإسلامي وكذلك الجالية الجزائرية في الخارج والتمويل الإسلامي. كما ستكون الفرصة مواتية لتبادل الخبرات وإثراء النقاش حول الفرص التي يقدمها هذا السوق في طور النمو وكذا التباحث في سبل تطوير منتجات جديدة تكون أكثر جاذبية.

للاشارة، فقد شهدت النسخة السادسة مشاركة أكثر من 5 دول، و 20 مشاركا، بأكثر من 13 موضوعاً مختلفاً تم مناقشته. ■ لقاء ح



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡: Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger